

AVIS D'APPEL D'OFFRES

LITB/MADA/2023/9185242

Date d'émission : 20 Septembre 2023

Dans toute correspondance, rappeler la référence suivante :

Appel d'offres réf : LITB/2023/9185242

OBJET : Fourniture et installation de système photovoltaïque au niveau de 40 CSB -Section santé/UNICEF

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) vous invite par la présente à soumissionner dans le cadre du présent appel d'offres (LITB) ouverts sur l'achat des containers ci-bas.

Les offres doivent être chargées dans la plateforme **In-Tend** avant le **05 Octobre 2023 à 23h59** précises (GMT +3).

Fourniture et installation de système photovoltaïque au niveau de 55 CSB			
Element	Quantité	Sous - Elements	Valeurs minimales requises
Les constituants d'un KIT	2	Panneaux solaires	21%
		Pmax	500 watts
		Norme 1	IEC 61215
		Norme 2	IEC 61730 ou UL 1703
		Norme 3	CE
	1	Datasheet constructeur	Lien vérifiable
		Type	MPPT
		Compatibilité batterie	12/24/48 volt
		Max Voc	120 volt
		Protection 1	Inversion de polarité
		Protection 2	Surchauffe / sur-ampérage
		Protection 3	Court circuit
		Type de batterie compatible	Lithium et Gel
		Parallélisation	Oui
		Datasheet constructeur	Lien vérifiable
	1	Type	Pur sinus
		Puissance d'utilisation standard	3000 watts
		Compatibilité batterie	12/24/48 volt
		Tension de sortie AC	220/230 @ 50/60 hz
		Phase	Simple - 1
		Entrée AC	Oui
		Temps de réponse max	20 millisecondes
		Puissance instantanée max supporté	4500 w
		Efficacité	91%
		Datasheet constructeur	Lien vérifiable
	01 kit	Type	Lithium
		Branchement	24 V ou 48 v
		Capacité totale	3 Kwh
	01 kit	Datasheet constructeur	Lien vérifiable
		Emplacement	Au sol ou toiture selon chaque CSB
	01 kit	Matériau	Aluminium ou acier galvanisé
		Installation	Obligatoire
	Forfaitaire	Mise à la terre	Vérification étanchéité et état structurelle correspondant à la garantie
		Si installation sur toit	Doit résister à un vent minimale de 130 km/h
		Si au sol	au plus tard 31 Decembre 2023
	Forfaitaire	Délai d'exécution de tous les travaux (55 CSB)	05 (cinq) ans
		Garantie système	10 ans
		Garantie panneaux	

Nombre de kit

LOT 1	Analanjrofo	32
LOT 2	Androy	7
LOT 3	Atsimo Andrefana	16
AU TOTAL		55
COUT A FOURNIR PAR LOT	• Fourniture :MGA	
	• Livraison et Installation :MGA	
	• Cout de la formation CSB : MGA	
	• Total :MGA	

LES SERVICES A INCLURE DANS LE DEVIS

--> L'entreprise assure le raccordement de l'installation électrique dans les bâtiments **prioritaires au niveau CSB (salle d'attente avec TV, salle de consultation, salle d'accouchement, salle des accouchées, salle de soin)**

--> L'entreprise assure la formation du responsable au niveau des CSBs sur le détachement / remise en place des panneaux en cas de cyclones

Les CSB BENEFICIAIRES	
Regions/CISCO	QUANTITE
Analanjirofo	32
Fenerive	9
Mananara Nord	4
Maroantsetra	4
Soanierana Ivongo	7
Vavatenina	8
Androy	7
Ambovombe	2
Bekily	2
Beloha	1
Tsihombe	2
Atsimo Andrefana	16
Ampanihy	4
Betioky Sud	3
Morombe	3
Sakaraha	2
Tulear 2	4
Grand Total	55

Les trois lots pourront être divisible selon validation de la spécification technique, le cout unitaire et délai d'exécution.

Veuillez nous fournir les fiches techniques du système photovoltaïque proposés pour notre évaluation technique.

Les offres devront être exprimées **en Ariary** déjà inclus l'Impôt sur les marches Publics (IMP).

Prière de mentionner votre meilleur délai de la livraison en nombre de jours calendaires


 OIC, 21/09/2023
Rivoavy Andrianaivo
 OIC Supply Manager

CLAUSES CONTRACTUELLES

1. OBJET:

Fourniture et installation de système photovoltaïque au niveau de 40 CSB -Section santé/UNICEF.

2. INSTRUCTION SUR LE DEPOT DES OFFRES:

Les offres financières doivent être chargées dans la plateforme **In-Tend** en suivant les instructions ci-après :

- a. Vous devez vous connecter sur la plateforme UNGM suivant ce lien <https://www.ungm.org/>
- b. Cliquez sur « **Opportunités commerciales** », dans le champ « **Référence** », entrez « **9185242** » puis cliquez sur « **Rechercher** ».
- c. Une fois trouvée, cliquez sur le bouton bleu « **Manifester son intérêt** »
- d. Une nouvelle fenêtre apparait pour vous demander de vous connecter en entrant l'adresse e-mail avec laquelle vous avez fait votre enregistrement sur UNGM et entrez votre mot de passe.
- e. Votre Tableau de Bord apparait vous donnant les détails de votre compte et déroulez l'écran en descendant. Vous trouvez en bas à droite la section « **Mes Manifestations d'intérêt** », cliquez sur le bouton vert « **Accéder aux documents** »
- f. Vous arrivez à la page « **Tender Management** » et l'onglet « **Tender** » sera ouvert vous donnant un aperçu de l'Appel d'Offres.
- g. Cliquez sur le deuxième onglet « **Document** » et déroulez en descendant jusqu'en bas de votre écran. Sous l'avant dernier encadrement, vous aurez le « **Tender Documents Received-Main** » dont vous trouverez le LITB/MADA/2023/9185242 et les autres documents annexés (le cas échéant). Vous pouvez le télécharger en cliquant sur le bouton « **Download** ».
- h.

Si vous ne voulez pas soumettre, nous vous invitons à cliquer sur le bouton « **Opt out** » en nous donnant la raison suivant la liste disponible ou en spécifiant en sélectionnant « Other (please specify) » et cliquez sur « **Opt out** »

Les offres doivent être chargées dans la plateforme **In-Tend** avant le **05 Octobre 2023 à 23h59 précises (GMT +3)**.

Les offres financières doivent indiquer comme nom de fichier : **Offres Financières – Nom de l'Entreprise – LITB/MADA/2023/9185242**

Toutes les offres reçues en dehors de la plateforme In-Tend ou envoyées par email à UNICEF ne seront pas considérées par le système.

Il est très important que les entreprises prennent en compte les éventuels problèmes de connexion ou les temps nécessaires pour le chargement de leur offre.

Veuillez noter que les offres non conformes ne seront pas prises en considération par le système.

3. OUVERTURE DES OFFRES :

L'ouverture des offres reçues se déroulera en publics et en ligne sur **Teams** le **06 Octobre 2023 à 10h00**. Les soumissionnaires qui souhaitent y participer, devront envoyés un mail de confirmation au niveau de erazakamahefa@unicef.org en copie iandrianantoandro@unicef.org.

4. DEMANDE D'INFORMATION :

Pour obtenir des informations complémentaires relatives à cet Appel d'offres, vous pouvez soumettre vos questions dans la plateforme In-Tend ou l'e-submission system dans la tabulation « Correspondance » en suivant les instructions attachées à cet Appel d'Offres.

Dans le cas où vous avez des questions relatives au système In-Tend, vous pouvez envoyer un e-mail à erazakamahefa@unicef.org en copie andrianantoandro@unicef.org.

La réponse ou les informations nécessaires vous seront fournies rapidement. Cependant, tout retard dans la transmission de ces informations ne pourrait en aucun cas constituer un motif de report de la date de soumission de votre offre.

5. PRIX ET REDUCTIONS :

Les offres devront être exprimées en Ariary inclus déjà le IMP*. Des éventuelles remises de prix ou facilité de paiements doivent être spécifiées sur les offres.

*L'IMP (impôt sur les marché public) est assimilé aux IR (Impôts sur les revenus et les bénéfices), ce n'est pas une taxe exigible aux clients.

6. LIVRAISONS :

Les livraisons devront être faites selon les clauses du contrat et suivant les termes et conditions de cet appel d'offres. Les soumissionnaires sont priés de prendre note que l'UNICEF évaluera les performances des soumissionnaires retenus.

7. CHANGEMENT DE SPECIFICATIONS

Les soumissionnaires devront indiquer dans leur offre si les articles offerts ne correspondent pas exactement aux articles demandés. Il est de la responsabilité des fournisseurs d'indiquer dans leur offre tout changement de spécification.

8. VALIDITE DES OFFRES

Les offres devront être valables pour une durée **de 120 jours** après l'ouverture de l'appel d'offres. Les offrants sont priés d'indiquer dans leur offre, la date limite de leur offre, car l'UNICEF peut être appelé à placer des commandes additionnelles avec le moins disant acceptable durant la période de validité de l'offre. UNICEF peut aussi demander l'extension de la validité des offres.

9. DROITS DE L'UNICEF

L'UNICEF se réserve le droit d'annuler ou de rejeter toute offre pour les raisons mentionnées ci-dessus, et d'accepter l'un ou l'autre article de l'appel d'offres sauf réserve du soumissionnaire.

112 UNICEF se réserve le droit de rejeter tout soumissionnaire qui dans son opinion n'est pas dans la mesure d'exécuter le contrat.

10. ADJUDICATION DES OFFRES

10.1 Le contrat sera adjugé au soumissionnaire offrant une combinaison du meilleur prix acceptable, de la date de livraison la plus courte, un produit commercialement et techniquement acceptable et de qualité acceptable mais aussi dont l'offre est en accord avec les termes de l'appel d'offres.

10.2 L'UNICEF se réserve le droit de faire des accords multiples pour un quelconque article, lorsque l'UNICEF juge que le moins disant ne pourra exécuter le contrat dans les temps impartis ou lorsque l'UNICEF jugera que c'est dans son intérêt de le faire.

10.3 En cas de contrat, l'UNICEF se réserve le droit de placer un bon de commande avec les nouveaux soumissionnaires pour une quantité limitée jusqu'à ce que le soumissionnaire ait fait preuve de résultats performants.

11. SOUS-TRAITANCE

Les soumissionnaires DOIVENT identifier dans leur offre toute sous-traitance éventuelle de leurs services. Celles-ci seront revues par l'UNICEF avant recommandation. En cas d'utilisation de sous-traitant non accepté par l'UNICEF, l'UNICEF se réserve le droit de rejeter la marchandise.

12. REPRESENTATION DES SOUMISSIONNAIRES

Le soumissionnaire affirme et garantit :

(a) Qu'il a le personnel, l'expérience, les qualifications, les possibilités, les ressources financières et autres capacités pour assumer et répondre aux obligations inhérentes à tout arrangement à long terme ou bon de commande ;

(b) Que sa compagnie doit être légalement enregistrée.

13. EVALUATION DES VENDEURS

A moins que cette information n'ait déjà été fournie au cours des 12 mois passées, il est demandé au(x) fournisseurs de fournir avec leurs offres, les informations qui sont décrites dans la fiche d'inscription ci-jointe. Cette information et tous les documents requis, tels que rapport annuel, état financier d'audit, certificat d'enregistrement, certificat de qualité, etc... seront utilisés pour évaluer et approuver les moins disants avant la recommandation finale. Il est donc de l'intérêt des soumissionnaires de fournir ces renseignements dès que possible, car les recommandations ne seront faites qu'à des fournisseurs répondant aux critères de sélection.

14. DOMMAGES ET INTERETS

En cas de désistement après la signature du contrat, le soumissionnaire sera éliminé de la short liste des soumissionnaires et en conséquence ne sera plus contracté par l'UNICEF.

15. RESILIATION DU BON DE COMMANDE

15.1 En cas de manquement par une des parties à l'un ou l'autre terme du Bon de Commande, l'autre partie peut avec une raison valable, résilier le Bon de Commande dans un délai raisonnable par notification écrite à la partie défaillante en donnant la raison de la résiliation.

15.2 En cas de résiliation du Bon de Commande, le prestataire devra prendre immédiatement les mesures nécessaires pour arrêter les livraisons des marchandises de façon correcte et prompte ne devra pas entreprendre d'autres tâches à partir de la date de notification d'annulation de la commande. Le prestataire note que l'UNICEF devra payer uniquement les marchandises livrées de façon satisfaisante selon le Bon de Commande et jusqu'à la date de la notification de la résiliation du Bon de Commande.

15.3 Au cas où le prestataire ne satisferait pas à l'un des termes ou conditions de ce Bon de Commande, l'UNICEF pourra après avoir donné un préavis raisonnable au prestataire et sans préjudice à quelque autre droits ou réparation, exercer l'un ou plusieurs des droits suivants :

- (a) Acheter tout ou partie de la marchandise chez une autre source, auquel cas l'UNICEF pourra tenir le prestataire responsable pour tout coût additionnel occasionné. En exerçant ses droits l'UNICEF limitera sa demande aux dommages et intérêts évalués en toute bonne foi.
- (b) Refuser d'accepter la livraison de toute ou partie des marchandises.
- (c) Résilier le Bon de Commande
- (d) En cas de retard de livraison, ou pour les articles ne répondant pas aux spécifications de l'UNICEF et qui sont dès lors rejetés, demander des dommages et intérêts au prestataire et déduire 0.5% de la valeur du bon de commande par jour additionnel de retard, jusqu'à un maximum de 10% de la valeur du Bon de Commande. Le paiement ou la déduction de tels dommages et intérêts, ne relève pas le prestataire de ses obligations et responsabilités spécifiées dans le Bon de Commande.

16. PAIEMENT

16.1 Le paiement sera effectué par l'UNICEF à Antananarivo par virement bancaire **au plus tard 30 jours à date de réception de la facture originale et de la preuve de livraison.**

16.2 Les soumissionnaires sont priés d'indiquer toutes les références bancaires nécessaires au paiement des factures.

17. TERMES ET CONDITIONS GENERALES

Les Termes et Conditions générales de l'UNICEF joints à cet appel d'offre s'appliqueront à tout arrangement à long terme et à ses bons de commandes. En cas d'inconsistance entre ces documents, les documents ci-après seront appliqués dans l'ordre suivant :

- (a) Les Termes et Conditions généraux de l'UNICEF ;
- (b) Le contrat.

18. RESPONSABILITE

18.1 L'UNICEF, les Nations Unies, ses agences et organisations, ses employés et agents sont exempts de toute responsabilité dans le respect de n'importe quelle perte directe, indirecte ou consécutive et/ou dégât et/ou blessure supportée par l'entrepreneur, ses employés, agents ou n'importe quelle tierce personne résultant de cet accord ou l'exécution de ce dernier qui est mis en œuvre entièrement au risque de l'entrepreneur, ses agents, ou des employés. Si n'importe quelle revendication surgit, l'entrepreneur exemptera l'UNICEF, les Nations Unies, ses agences et organisations, ses employés et agents de toute responsabilité.

18.2 De plus, l'entrepreneur assumera la pleine responsabilité de n'importe quels actes frauduleux et/ou illégaux qu'il commet sciemment ou inconsciemment et l'UNICEF sera exempt de toute responsabilité à cet égard.

Appel d'offre réf : LITB/MADA/2023/9185242

OFFRE

TERMES DE LIVRAISON OFFERTS _____

REMISES DE PRIX _____

NOTE : AUCUN PAIEMENT NE PEUT SE FAIRE AU COMPTANT. LES PAIEMENTS SERONT FAIT PAR VIREMENT BANCAIRE.

Conformément à l'appel d'offre ci-joint et sous réserve de toutes les conditions y relatives, le soussigné propose et accepte, si la présente offre est acceptée dans **un délai de 120 jours civils** à compter de la date d'ouverture du pli qui la contient, de fournir tout ou partie des articles ou services pour lesquels un prix est indiqué au regard de chaque article ou service, dans le délai et au lieu indiqué.

NOM DE LA SOCIETE _____

TEL _____

FAX _____

ADRESSE _____

NOM ET QUALITE DU SIGNATAIRE _____

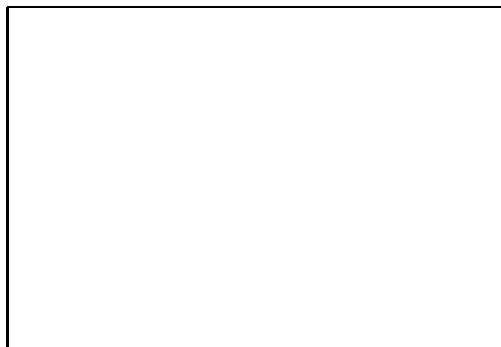
DATE ____ / ____ /2023

SIGNATURE

ACCUSE DE RECEPTION

A retourner dès réception de l'Avis d'appel d'Offres par mail au erazakamahefa@unicef.org en copie iandrianantoandro@unicef.org.

Nous soussignons,



Reconnaissons avoir reçu l'appel d'offre **LITB/MADA/2023/9185242** et déclarons notre intention

D'y participer o
de ne pas y participer o

Date :

Nom et titre:

Signature

CONDITIONS GENERALES DE CONTRATS DE L'UNICEF

1. Statut juridique

Le statut juridique de l'Entrepreneur est celui d'un entrepreneur indépendant vis-à-vis de l'UNICEF. Le personnel et les sous-traitants de l'Entrepreneur ne sont en aucune façon considérés comme des employés ou des mandataires de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies.

2. Instruction d'autorités extérieures

L'Entrepreneur ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité autre que l'UNICEF dans le cadre des services fournis aux fins du Contrat. Il s'abstiendra de toute action pouvant porter préjudice à l'UNICEF ou à l'Organisation des Nations Unies et exécutera ses engagements en ayant pleinement égard aux intérêts de l'UNICEF.

3. Responsabilité de l'entrepreneur pour ses employés

L'Entrepreneur répond de la compétence professionnelle et technique de ses employés. Il choisira aux fins de l'exécution du Contrat, des personnes efficaces, respectueuses des coutumes locales et possédantes de hautes qualités morales et éthiques.

4. Cession

L'Entrepreneur ne peut transférer, céder, mettre en gage, nantir ou autrement disposer tout ou partie de ses droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat, sauf autorisation écrite préalable de l'UNICEF.

5. Sous-traitance

L'Entrepreneur doit obtenir au préalable, dans chaque cas, l'approbation et l'accord écrit de l'UNICEF avant d'engager des sous-traitants. Cette approbation ne dégage l'Entrepreneur d'aucune des obligations qui découlent pour lui du Contrat. Tout contrat de sous-traitance est régi par les dispositions du Contrat et doit y être conforme.

6. Non octroi d'avantages aux fonctionnaires

L'Entrepreneur certifie qu'aucun fonctionnaire de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies n'a reçu ni ne recevra, directement ou indirectement, un quelconque avantage en rapport avec le Contrat ou l'attribution du Contrat. Il reconnaît que le non-respect de cette disposition constitue une violation d'une condition essentielle du Contrat.

4. Appel en garantie

L'Entrepreneur se portera garant de l'UNICEF, prendra fait et cause pour lui et le défendra à ses propres frais, ainsi que les mandataires, agents, préposés et employés de l'UNICEF, contre toute poursuite, réclamation, demande et responsabilité de toute nature, y compris les frais et débours y ayant trait, qui se fondent sur des actes ou des omissions de l'Entrepreneur, de ses employés, mandataires ou sous-traitants dans le cadre de l'exécution du Contrat. La disposition précédente s'applique, entre autres, aux poursuites, réclamations et actions en responsabilité en matière d'assurance ou d'indemnisation des travailleurs, de responsabilité produit et de responsabilité liée à l'utilisation par l'Entrepreneur, ses employés, mandataires, préposés ou sous-traitants, d'inventions ou de procédés brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou autre propriété intellectuelle. Les dispositions de cet Article survivent à l'expiration ou la résiliation du Contrat.

5. Assurance et responsabilité civile

- a. L'Entrepreneur est tenu de contracter et de maintenir en vigueur une assurance tous risques protégeant ses biens et tout matériel utilisé pour l'exécution du Contrat.
- b. L'Entrepreneur est tenu de souscrire et de maintenir en vigueur toutes assurances appropriées en matière d'accidents du travail ou d'invalidité, ou l'équivalent, pour couvrir ses employés et répondre à toute réclamation résultant de blessures ou décès liés à l'exécution du Contrat.
- c. L'Entrepreneur est également tenu de souscrire et de maintenir en vigueur une assurance d'un montant suffisant pour couvrir toute réclamation de tiers résultant de décès, blessures ou dommages matériels découlant de la fourniture de services dans le cadre du Contrat, ou du fonctionnement de tout véhicule, bateau, aéronef ou autre engin appartenant ou loué à l'Entrepreneur, ses agents, préposés, employés et sous-traitants accomplissant une tâche ou fournissant un service lié au Contrat.

- d. Sauf dans le cas de l'assurance en matière d'accidents du travail et d'invalidité visée au paragraphe 8.2 ci-dessus, les polices d'assurances visées dans le présent article :
- (i) Reconnaitront à l'UNICEF la qualité de Co-assuré;
 - (ii) Contiendront une clause de renonciation à la subrogation de l'assureur dans les droits de l'Entrepreneur contre l'UNICEF;
 - (iii) Disposeront que l'UNICEF doit être avisé par écrit 30 jours à l'avance, par l'assureur, de toute annulation ou modification de la couverture.
- e. L'Entrepreneur est tenu de produire à la demande de l'UNICEF la preuve qu'il a contracté les assurances visées dans le présent article.

6. Charges

L'Entrepreneur ne permettra pas que soit déposé ou maintenu auprès d'un officier public, ou auprès de l'UNICEF, ou d'une autre manière, aucun privilège, hypothèque, action en saisie, ou autre charge ou servitude en raison de sommes dues ou qui viendraient à être dues pour des travaux exécutés ou des matériaux fournis dans le cadre du Contrat ou en raison de toute réclamation ou demande contre l'Entrepreneur.

7. Propriété du matériel

Le matériel et les biens fournis par l'UNICEF restent sa propriété et doivent lui être restitués à la fin du Contrat, ou avant la fin du Contrat lorsque l'Entrepreneur n'en a plus besoin, et ce dans l'état où celui-ci les a reçus, compte tenu de l'usure normale. L'Entrepreneur est tenu d'indemniser l'UNICEF pour le matériel dont il est établi qu'il a subi des dommages ou des dégradations supérieures à l'usure normale.

8. Droits d'auteurs, brevets et autres droits exclusifs

La propriété intellectuelle et les autres droits de propriété, entre autres les brevets, droits d'auteur et marques déposées, concernant les produits, documents ou autres matériaux ayant un lien direct avec le Contrat ou produits, préparés ou recueillis aux fins du Contrat, appartiennent à l'UNICEF. Sur demande de l'UNICEF, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes actions nécessaires, d'établir, signer, et valider tout document requis et, généralement, de prêter son concours en vue d'obtenir et de transférer à l'UNICEF de tels droits, conformément à la loi applicable.

9. Utilisation du nom, de l'emblème ou sceau officiel de l'Organisation des Nations Unies

L'Entrepreneur ne fera état en aucune façon de sa qualité de cocontractant de l'UNICEF. Il s'abstiendra d'utiliser de quelque façon que ce soit le nom, l'emblème ou le sceau officiel de l'UNICEF ou de l'Organisation des Nations Unies ou toute abréviation du nom de ces institutions dans le cadre de ses activités ou dans d'autres circonstances.

10. Caractère confidentiel des documents et des informations

- a) Tous documents, dessins, plans et rapports, toutes cartes, photographies, mosaïques, recommandations, évaluations et autres données élaborés ou reçus par l'Entrepreneur aux fins du Contrat sont la propriété de l'UNICEF. Ils doivent être traités comme des documents confidentiels qui ne seront remis qu'aux fonctionnaires habilités de l'UNICEF après achèvement des travaux prévus dans le Contrat.
- b) L'Entrepreneur ne peut révéler en aucune circonstance à un particulier, à un gouvernement ou à une autorité autre que l'UNICEF, les informations dont il a connaissance en raison de sa collaboration avec l'UNICEF et qui n'ont pas été rendues publiques, sauf autorisation de l'UNICEF; il lui est également interdit de chercher à retirer un avantage de telles informations. Ces obligations n'expirent pas à la fin du Contrat.

11. Force majeure et autres événements

- a) L'expression "force majeure" utilisée dans le présent article s'entend des catastrophes naturelles, guerres (déclarées ou non), invasions, révolutions, insurrections ou tous autres actes de nature ou de portée similaires.
- b) Lorsque survient un cas de force majeure qui l'empêche totalement ou partiellement d'honorer les obligations et les responsabilités qui lui incombent en vertu du Contrat, l'Entrepreneur est tenu d'en aviser dès que possible l'UNICEF par écrit et en détail. L'Entrepreneur doit également notifier l'UNICEF de tout changement de circonstance ou de tout événement qui entrave ou peut entraver l'exécution du Contrat. Cette notification devrait comporter des mesures que l'Entrepreneur propose de prendre, y compris des alternatives qui ne sont pas touchées par le cas de force majeure à l'exécution du Contrat. Une fois dûment informé conformément au présent article, l'UNICEF a le droit, à sa seule discrétion, de prendre toutes mesures qu'il juge appropriées ou nécessaires au regard des circonstances, et notamment d'accorder à l'Entrepreneur une prorogation raisonnable du délai qui lui est imparti pour s'acquitter des obligations découlant du Contrat.
- c) Lorsque l'Entrepreneur se trouve par force majeure dans l'incapacité permanente, totale ou partielle, d'honorer les obligations et les responsabilités qui découlent pour lui du Contrat, l'UNICEF a le droit de suspendre ou résilier celui-ci dans les conditions fixées à l'article 15 ("Résiliation"), sauf que le préavis est dans ce cas de sept (7) jours et non de trente (30) jours.

12. Résiliation du contrat

- a) Chacune des Parties peut résilier le Contrat pour juste motif, en tout ou en partie, moyennant un préavis écrit de 30 jours à l'autre Partie. L'engagement d'une procédure d'arbitrage en vertu de l'article 16 ("Règlement des différends") n'est pas considéré comme une résiliation du Contrat.
- b) L'UNICEF se réserve le droit de résilier à tout moment le présent Contrat sans motiver sa décision moyennant préavis écrit de trente (30) jours à l'Entrepreneur. L'UNICEF rembourserait alors à l'Entrepreneur les dépenses que celui-ci avait raisonnablement engagées avant de recevoir le préavis.
- c) En cas de résiliation du Contrat par l'UNICEF en vertu du présent article, l'UNICEF n'est tenu de payer à l'Entrepreneur que pour les travaux et services exécutés à la satisfaction de l'UNICEF conformément à ce qui est expressément prévu dans le Contrat. L'Entrepreneur devrait prendre immédiatement des mesures pour terminer les travaux et services d'une manière rapide et ordonnée et minimiser les pertes et dépenses.
- d) Si l'Entrepreneur fait faillite, est mis en liquidation, est déclaré insolvable ou procède à une cession au bénéfice de ses créanciers, ou si un syndic ou administrateur de faillite ou un liquidateur est nommé, l'UNICEF a la faculté, sans préjudice de tous autres droits ou recours qu'il peut faire valoir en vertu des présentes conditions, de résilier immédiatement le Contrat. L'Entrepreneur est tenu d'aviser immédiatement l'UNICEF s'il se trouve dans l'un des cas ci-dessus.

13. Règlement des différends

- a) **Règlement Amiable** : Les Parties font de leur mieux pour régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation. Si les Parties souhaitent rechercher un règlement amiable par voie de conciliation, la conciliation doit être conduite conformément aux règles de conciliation de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) alors en vigueur, ou à toute autre procédure dont les Parties pourront convenir.
- b) **Arbitrage** : Si un différend, litige ou réclamation découlant du Contrat, de sa résiliation, sa nullité ou sa violation, ou qui y est relatif, n'est pas réglé à l'amiable selon le paragraphe 1 du présent article dans les soixante (60) jours de la réception par l'une des Parties de la demande de règlement amiable faite par l'autre Partie, le différend, litige ou réclamation doit être soumis par l'une ou l'autre Partie à arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international alors en vigueur, y compris les dispositions sur la loi applicable. Le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder de dommages intérêts à titre de sanction. En outre, à moins que cela ait été expressément convenu par le bon de commande, le tribunal arbitral n'a pas le pouvoir d'accorder des intérêts. Les Parties sont liées par la sentence arbitrale rendue au terme dudit arbitrage comme valant règlement final et définitif du différend, litige ou réclamation.

14. Privilèges et immunités

Aucune disposition du Contrat ne peut être interprétée comme une renonciation, expresse ou tacite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires.

15. Exonération d'impôts

- a. La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies dispose que l'Organisation des Nations Unies (y compris ses organes subsidiaires) est exonérée de tout impôt direct, à l'exception de la rémunération de services d'utilité publique, et de tous droits de douane ou redevances de nature similaire à l'égard des objets importés ou exportés pour son usage officiel. En cas de refus des autorités fiscales de reconnaître l'exonération dont bénéficient l'UNICEF en ce qui concerne de tels impôts, droits ou redevances, l'Entrepreneur consulte sans délai l'UNICEF afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.
- b. En conséquence, l'Entrepreneur autorise l'UNICEF à déduire de ses factures les montants correspondant à de tels impôts, droits ou redevances, à moins que l'Entrepreneur n'ait consulté au préalable l'UNICEF à ce sujet et que l'UNICEF ne l'ait, dans chaque cas, expressément autorisé à payer sous réserve de tels droits, impôts ou redevances. Dans un tel cas, l'Entrepreneur remettra à l'UNICEF une preuve écrite attestant que ces impôts ou droits ont été payés et que leur paiement a été dûment autorisé.

16. Travail des enfants

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni l'Entrepreneur, ni aucune des entreprises qui lui sont affiliées, n'est engagé dans aucune pratique incompatible avec les droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment l'article 32 de celle-ci qui dispose que tout enfant doit être protégé contre l'accomplissement de tout travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

17. Mines

L'Entrepreneur déclare et garantit que ni lui ni aucune de ses filiales n'est directement et activement impliquée dans des brevets, développement, assemblage, production, commerce ou manufacture de mines ou de composants fondamentalement entrant dans la fabrication de mines. Le terme "mine" se réfère aux engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II additionnel à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations. Tout manquement à cette déclaration et garantie donne à l'UNICEF le droit de résilier immédiatement le Contrat, sans être redevable d'aucune pénalité au titre d'une telle résiliation et sans que sa responsabilité soit engagée d'aucune autre manière.

RESPECT DE LA LOI: L'Entrepreneur est tenu de respecter toutes les dispositions des textes législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'exécution de ses obligations découlant du Contrat.

MODIFICATION: Aucune modification du Contrat, aucune dérogation à ses dispositions, aucun lien supplémentaire entre l'UNICEF et l'Entrepreneur ne sont valables et opposables à l'UNICEF s'ils n'ont fait l'objet d'un amendement au Contrat signé par le fonctionnaire de l'UNICEF à ce autorisé.